



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« projet de parking en rive gauche de l'Arc »
sur la commune d'Orelle
(département de la Savoie)**

Décision n° 2023-ARA-KXP-4485

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2023-25 du 30 janvier 2023 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2023-03 du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2023-ARA-KKP-4485, déposée complète par SAS Développement le 23 mai 2023, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 14 juin 2023 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de la Savoie le 8 juin 2023 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'un parking silo à proximité de la télécabine permettant d'accéder au domaine skiable des 3 Vallées, sur la rive opposée de l'Arc, sur la commune d'Orelle dans le département de la Savoie (73) ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants, réalisés sur une période de huit mois, à partir d'avril 2024 :

- la construction d'un parking silo, en métal et béton, d'une longueur de 145 m, d'une largeur de 32 m et d'une hauteur maximale de 14,5 m, composé de trois niveaux côté amont du terrain et quatre niveaux côté aval, d'une capacité de 750 places dont 80 destinées à la recharge de véhicules électriques ;
- la pose de panneaux photovoltaïques sur le pan de toiture orienté au sud ;
- la création d'une passerelle piétonne enjambant l'Arc, composée d'une structure métallique, permettant de rejoindre la gare de départ de la télécabine ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 41a, aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

1 **Considérant** que le projet d'augmentation de l'offre de stationnement est directement lié à la modernisation de la télécabine des 3 Vallées Express, mise en service fin 2021, permettant le transport de 2500 personnes par heure au lieu de 800 personnes pour l'ancien équipement ; qu'en proposant une capacité de transport améliorée, l'attrait pour accéder au domaine des 3 Vallées par la télécabine a été augmenté et engendre un sous dimensionnement du parking actuel de 400 places ;

2 Considérant que le dimensionnement du parking, justifié par l'objectif de sécurisation du stationnement automobile jugé insuffisant au regard de la fréquentation du site, n'est pas étayé par :

- une analyse approfondie des capacités nécessaires de stationnement, portée à 1150 places par le projet, alors que le dossier indique une fréquentation pouvant atteindre 1000 véhicules par jour, sans en préciser la fréquence de survenue ;
- une analyse des possibilités alternatives de desserte de la télécabine par des moyens de transport en commun permettant de décorréliser l'accroissement du nombre de places de stationnement automobile de l'augmentation de la fréquentation ;
- des données sur la fréquentation des axes routiers de la vallée de la Tarentaise permettant un accès par la route au domaine des 3 Vallées, ne contribuant pas à quantifier les bénéfices du projet ;

3 Considérant que le projet d'augmenter de 287 % la capacité de stationnement du parking existant est susceptible d'engendrer des effets indirects en matière de modification des trafics sur les voies d'accès et donc des pollutions et les nuisances qui y sont liées ;

4 Considérant qu'en matière de biodiversité :

- l'inventaire floristique est incomplet, réalisé sur une seule journée et de manière précoce dans l'année, qu'il a malgré tout permis d'inventorier une espèce protégée, la Tulipe précoce ;
- le site est fréquenté par 18 espèces d'oiseaux, dont trois espèces protégées et en reproduction possible sur le site : le Chardonneret élégant, le Pouillot fitis et le Pouillot de Bonelli ;
- 15 espèces de chiroptères fréquentent le site dont l'Oreillard montagnard, le Murin de Bechstein et la Sérotine de Nilsson, espèces protégées et utilisant le site pour la chasse ;
- le dossier ne présente pas l'étude relative à l'herpétofaune ne permettant pas de déterminer les impacts potentiels du projet et les éventuelles mesures ERC¹ à mettre en œuvre ;
- le projet engendrera la destruction de 180 m de haies ;

5 Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de parking en rive gauche de l'Arc situé sur la commune d'Orelle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment :
 - la définition du périmètre du projet, incluant la télécabine des 3 Vallées Express ;
 - la justification du choix d'implantation et du dimensionnement au regard des enjeux environnementaux en présence (trafic routier et pollution associée, biodiversité) et des autres alternatives possibles ;
 - la production d'un état initial proportionné, notamment en matière de cadre de vie, de santé humaine et de biodiversité ;
 - la qualification des impacts du projet, la définition et la localisation des mesures permettant de les éviter, les réduire, voire de les compenser, en phases travaux et exploitation ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de parking en rive gauche de l'Arc, enregistré sous le n° 2023-ARA-KKP-4485 présenté par SAS Développement, concernant la commune d'Orelle (73), est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

¹ Éviter, réduire, compenser

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la préfète, par délégation,
pour le directeur, par subdélégation,
le directeur régional adjoint



Le 23 juin 2023
Didier BORREL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Madame le Préfet de la Région
AUVERGNE RHONE-ALPES
DREAL Auvergne Rhône-Alpes
Service CIDDAE / Pôle AE
69451 LYON CEDEX 06

Orelle, le 24 juillet 2023

Objet : Projet de parking en rive gauche de l'Arc
sur la Commune d'Orelle (département de la Savoie)
en date du 23 juin 2023 N° 2023-ARA-KKP-4485
de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Lettre recommandée avec AR

Madame le Préfet,

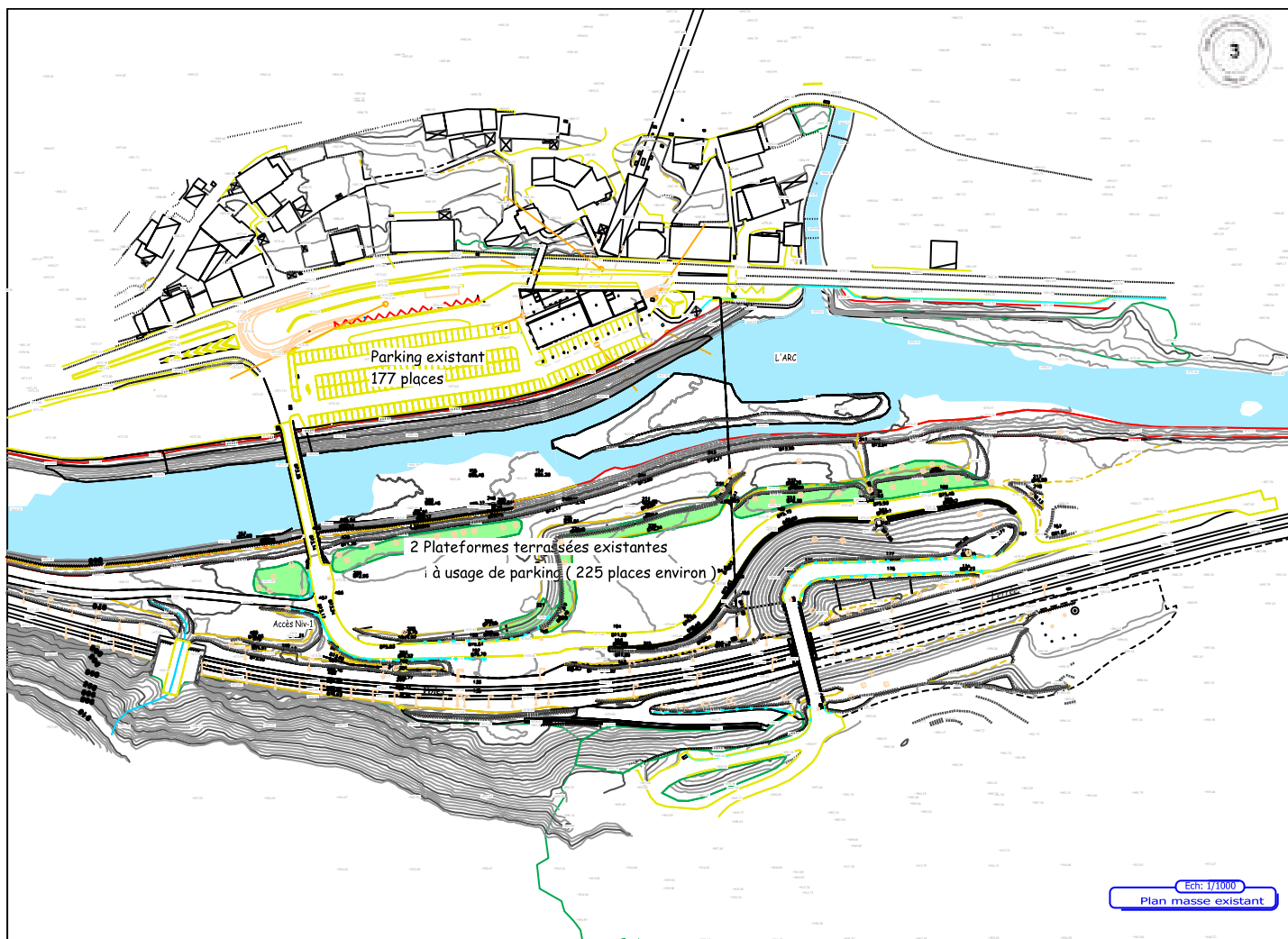
Je viens vers vous en ma qualité de Directeur Général de la SOCIÉTÉ DES TÉLÉPHÉRIQUES d'ORELLE (STOR SA – Gare de la télécabine – 73140 ORELLE) pour vous informer que la STOR SA se substitue à la SAS AMENAGEMENT comme Maître d'ouvrage en charge du projet de construction d'un parking en rive gauche de l'Arc sur la commune d'ORELLE.

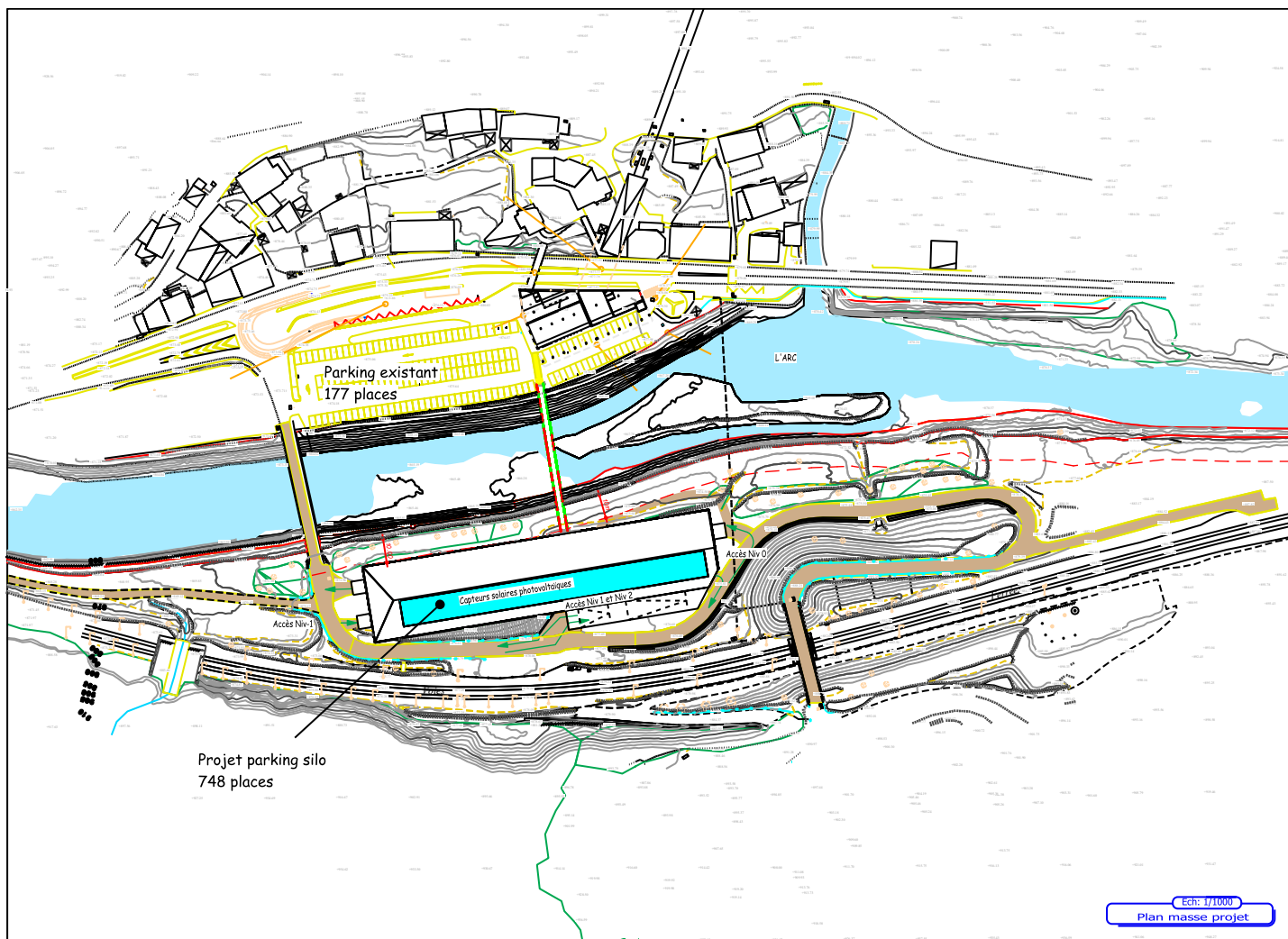
Cette modification du porteur de projet n'entraîne aucune modification substantielle de celui-ci.

Je vous prie de croire, Madame le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Robert GUILLERMET
Directeur Général









ARRETE

**INTERDICTION DE STATIONNEMENT DU PONT DE LA RD 1006 A LA SORTIE DE
SECURITE DE L'AUTOROUTE AU NIVEAU DE LA BRONSONNIERE
Du 29 décembre 2022 au 08 mai 2023**

Le Maire d'ORELLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 et suivants ;

VU le décret n° 58-1217 du 15 décembre 1958 portant réglementation de la police de la circulation routière, modifié et complété par les décrets n° 69-150 du 5 février 1969, 72-472 du 12 juin 1972, 72-541 du 30 juin 1972, 73-358 du 27 mars 1973, 73-561 du 28 juin 1973, 73-1074 du 3 décembre 1973, 74-234 du 13 mars 1974, 75-113 du 27 février 1975, 75-131 du 7 mars 1975 et notamment les articles R 44 et R 225;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié et complété par les arrêtés des 17 octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 mars 1971, 20 mai 1971, 27 mars 1973, 10 et 15 juillet 1974, 6 et 7 juin 1977 et notamment les articles 4, 7 et 9 ;

VU la demande présentée par l'entreprise SFTRF.

ARRETE

Article 1 : NATURE DE LA FERMETURE

Stationnement interdit route de la Bronsonnière

Article 2 : CONDITIONS DE CIRCULATION

Le stationnement est totalement interdit sur les accotés de la voirie du Pont de la RD 1006 à la sortie de sécurité du tunnel de l'autoroute. Il est impératif que les camions de pompiers puissent accéder au tunnel d'Orelle.

Article 3 : PRESCRIPTIONS

La signalisation rendue nécessaire par la présence du chantier ou par la réglementation de la circulation faisant l'objet du présent arrêté sera conforme à l'instruction sur la signalisation temporaire des routes du 6 novembre 1992.

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, à l'entrée de la route.

Article 4 : RETABLISSEMENT DE LA CIRCULATION

Les conditions normales de circulation seront rétablies à la diligence des services municipaux.

Article 5 : DESTINATAIRES

Monsieur le Maire d'ORELLE,

Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Savoie,

Centre de secours de St Michel de Maurienne,

L'Office de Tourisme d'Orelle

L'entreprise SFTRF

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'entreprise SFTRF.



Le Maire
Alain PERRET
(Savoie)



Station : ORELLE
Installation : Parking couvert d'Orelle

N° Affaire : 223.2404



DCSA
INGENIEUR CONSEIL

43, bd des ALPES
38240 MEYLAN
Tél : 04 76 90 74 12
dcsa@dcsa.fr
Fax Meylan & Chamonix :
04 76 90 36 35

BP 127
74403 CHAMONIX
Tél : 04 50 53 23 50
secretariat-chamonix@dcsa.fr

RAPPORT DE REUNION N° 02

STOR
Gare de la Télécabine
73140 ORELLE

A l'attention de Mr. Robert GUILLERMET

Date d'émission du rapport : 16 Février 2023	Date de la réunion : 15 Février 2023 Lieu de la réunion : DDT Chambéry				
Objet : Orelle - Parking couvert - Présentation du projet PK 750					
Participants : STOR : Robert GUILLERMET HV Conseil : Hervé VIEILLE DCSA : Christophe TAMBOURIN, Thierry d'OLEON	Mairie d'Orelle : M. le Maire Aimé PERRET Fabienne MAGNIN (secrétaire) KARUM : Audrey PICHET DDT : Pauline RIBERON				
<p>1. Présentation du projet PK 750</p> <ul style="list-style-type: none">- Christophe TAMBOURIN = présentation générale du projet, de la problématique des parkings et du stationnement dans cette zone. Il n'est pas envisageable de construire des parkings du côté rive droite de l'Arc. Il est alors envisagé de le construire en rive gauche avec une liaison piétonne directe, d'où la passerelle sur l'Arc. A terme (20 à 30 ans) la voie de chemin de fer existante sera peut-être abandonnée au profit de la liaison TELT en cours de travaux. Parking bus existant pour 20 bus = suffisamment dimensionné à ce jour.- STOR = le pont routier existant est à voie unique et ne peut pas accueillir double flux auto et piétons (danger). Pont conçu pour passage camions. Le pont aval n'est pas sollicité dans le projet. La Mairie indique que ce pont n'est plus entretenu à ce jour. Rappel que la sous-préfecture souhaite que le projet PK 750 avance rapidement au vu du problème de stationnement des véhicules qui vont se stationner jusqu'au niveau de la départementale. <p>2. PK50 sur cadastre</p> <ul style="list-style-type: none">- DCSA présente l'implantation du parking sur le cadastre.- La Mairie indique que le cadastre du fond de plan DCSA est à jour et fera passer la matrice cadastrale correspondante.- Un certain nombre de parcelles appartiennent au Tunnel du Fréjus et devraient revenir à la Mairie.- Des parcelles appartiennent à l'Etat. DDT va les identifier. Mise en place de baux emphytéotiques ou autre (?) DDT = voir pour faire appel à la Com-com qui fait partie de l'EPFL et qui peut lancer une procédure vis-à-vis des parcelles de l'Etat.- Il y aurait 3 parcelles privées, les 615, 694 et 582. Négociation par la Mairie plutôt qu'une DUP. Pour 2 parcelles, le propriétaire est identifié (AMEVET). Reste la 3^{ème}, la Mairie recherchera le propriétaire ou au moins l'identifier. A défaut la Commune lancera une procédure de type bien sans maître.					
Autres Destinataires : Tous participants DDT : Mr Jean Philippe Pellissier	<table border="1"><tr><td>Pour information à :</td><td>Établi par : T. d'OLEON Visa : </td></tr><tr><td>Page 1 sur 3</td><td>Réf : Td'ONG 223.160/02</td></tr></table>	Pour information à :	Établi par : T. d'OLEON Visa :	Page 1 sur 3	Réf : Td'ONG 223.160/02
Pour information à :	Établi par : T. d'OLEON Visa :				
Page 1 sur 3	Réf : Td'ONG 223.160/02				



Il est convenu que le PC pourra être déposé sur la base d'accords ou de procédures en cours d'établissement.

Les travaux débiteront lorsque les procédures foncières seront purgées.

3. PK 750 sur PLU

- L'ensemble du PK 750 est sur la zone Ux. Le parking peut s'implanter sur une zone Ux qui est dédiée.
- Remarque le PK 750 sur PLU implanté par DCSA l'est sur l'ancien fond cadastral. On a matérialisé la bande des 10,00 m pour l'entretien des berges de l'Arc.
- Pas de remarques de la DDT sur ce plan du PK 750 vis-à-vis du PLU.

4. PK 750 sur Impact environnemental, PPRI et aléas

- DCSA = intervention Karum pour l'aspect environnemental (pour répondre à la pièce PC11 du dossier PC).
- PK 750 soumis au dossier cas par cas. Ce qui permettra à l'AE de se prononcer sur la nécessité ou pas d'une Etude d'Impact. Voir pour faire directement une étude d'impact ce qui permettrait de gagner un peu de délais (~ 2 mois).
- DDT = le parking étant directement lié à la TC, il fait partie de l'ensemble opération Télécabine d'Orelle. Quand on va déposer le cas par cas, il se peut que l'AE demande une mise à jour de l'étude d'impact de la TC.
KARUM = voir pour présenter un cas par cas étoffé pour essayer d'éviter une étude d'impact (délai d'instruction). Démontrer qu'il n'y a pas d'impact sur l'environnement et que l'on construirait sur une zone déjà aménagée.
Mise à jour sur la partie basse de l'étude d'impact car le parking ne concerne pas la TC.
- Coupe sur projet = le faitage du bâtiment parking est cohérent avec le faitage du garage TC et du pont SNCF, à peu près au même niveau.
- Risques naturels = DDT respecte le PPRI et le seuil de 10,00 m pour le PK.
- Passerelle sur l'Arc =
crues de l'Arc à la côte 865 + 1,00 m de « marge de respiration ».
tablier du pont à la côte 876, hors d'atteinte des crues.
piles du pont = dossier loi sur l'eau car on est dans le lit majeur de l'Arc
dossier en parallèle du dossier cas par cas (2 mois).
- DCSA = STOR a prévu de confier une mission à un géotechnicien (pour répondre à la pièce PC13)
STOR a prévu de confier une mission à un hydrogéologue, (pour répondre à la pièce PC13)
- Le niveau bas du PK 750 ne sera pas fermé pour respecter la transparence hydraulique.
- KARUM =
* inventaire (faune/flore) à faire localement, pour étayer au maximum le dossier cas par cas. Réglementairement, cet inventaire doit être fait sur 12 mois.
* à faire d'ici à un mois (Avril à Juillet). C'est du terrain en place, pas du remblai.
* insertion paysagère à travailler. DCSA = prévoit de faire des photos de drone (à mettre dans le cas par cas). DDT.
STOR = vues techniques en 3D à transmettre à la DDT.
- Présentation esquisse DCSA du 14/02/2023. Remarque HV que la trame béton du parking varie suivant les entreprises spécialisées parking, ce qui peut donner un rendu différent (trame allant de 2,50 m à 10,00 m).
- DCSA = prévoit de déposer un dossier PC initial et ensuite un PC modificatif (dite PLAN BOUCHET).
- DDT a un architecte et un paysagiste conseil qui seront le 22 Février à 14h00 / 14h30 à Orelle. Rendez-vous retenu par DCSA.



5. Sécurité incendie PK 750

- STOR a prévu un rendez-vous avec le SDIS 73 dès la semaine prochaine et avec le BCT.
- HV = besoin réglementaire de colonnes sèches dans les 3 escaliers.
Prévoit d'amener de l'eau potable par la passerelle et mise en place d'un poteau incendie à la passerelle et alimenter les colonnes sèches. La Mairie ne garantit pas d'avoir les ressources.

6. RETRO PLANNING :

6.1 Dossier cas par cas (couplé avec le dossier loi sur l'eau) :

Inventaire faune/flore Karum : jusqu'à mi-juillet 2023, pour transmission à la MRAE début Septembre 2023. Délai d'instruction : 35 jours. Dossier cas par cas accepté, pas d'étude d'impact.
DCsa dépôt dossier PC mi-octobre 2023. Délai d'instruction : 3 mois + 2(+1) mois de délais de recours après obtention PC
Obtention PC purgé de tout recours : mi-avril 2024.

6.2 Dossier cas par cas (tirs couplé avec le dossier loi sur l'eau), puis étude d'impact :

Inventaire faune/flore Karum : jusqu'à mi-juillet 2023, pour transmission à la MRAE début Septembre 2023. Délai d'instruction : 35 jours, et demande de réaliser une étude d'impact. (mi-octobre 2023).
Décembre 2023 : dépôt de l'Etude d'impact (Karum) et du dossier de demande de PC (DCsa).
Délais d'instruction : 5 mois = Début Mai 2024 + délais de recours = **PC purgé obtenu en Aout 2024.**

6.3 Dossier étude d'impact « volontaire » (tirs couplé avec le dossier loi sur l'eau) :

Inventaire faune/flore Karum : jusqu'à mi-juillet 2023, remise étude d'impact à Septembre 2023.
Septembre 2023 : dépôt de l'Etude d'impact (Karum) et du dossier de demande de PC (DCsa).
Délais d'instruction : 5 mois = Février 2024 + délais de recours = **PC purgé obtenu en Mai 2024.**

7. Divers

Bornes de recharges (19 réglementaires ,1 pour 5 places) prévues. Etude lancée par la STOR.

- Panneaux photovoltaïques en toiture. La Mairie = c'est l'endroit le plus ensoleillé de la Vallée.
Hiver = zéro production, été = production.

→ Remarque environnementale :

- Cas par cas ou EI à axer sur l'activité 4 saisons → important pour l'AE.
- Important : l'accessibilité à tous à la montagne.
- Libérer le centre village vis-à-vis du stationnement des véhicules.

Prochaine réunion :
Mercredi 22 Février 2023 après-midi.
Horaire à préciser
sur site avec ACE et PCE

PJ : Plan HV conseil PK750, plans masse niveaux et coupes 2023.02.02.

Plans DCsa Or 23.2404 002A topo / 003A cadastre / 004A PLU / 005A PPR zonage / 0006A PPR aléas /
007A PLU zoom / esquisse façade du 13.02.2023.

Mois (2023)	Janvier					Février				Mars				Avril				Mai				Juin				
N° semaine	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

Tout désaccord sur les termes du présent rapport doit être signalé à DCsa dans les 8 jours, soit par lettre, soit à la prochaine réunion. Passé ce délai, le présent rapport sera considéré comme accepté par les participants, sans réserve et définitif.